

a déclaré aux Américains, à Dallas, que nous avons besoin de leur argent. Quant au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene) ses propos à leur adresse et au même endroit étaient presque des menaces. Nous pourrions même, avait-il dit, bloquer leurs stations de télévision et de radio. Nous voulons garder tout ce que nous avons pour les Canadiens, avait-il ajouté, même notre culture. Le cabinet n'a jamais été aussi divisé. Le député de Calgary-Sud (M. Mahoney) trouve cela drôle. Il sait que j'ai raison. Le gouvernement doit son succès au fait qu'il défend tous les aspects de tous les problèmes qui se posent; ainsi, de quelque côté qu'on l'attaque, il a toujours raison. C'est vraiment là sa ligne de conduite.

La question qui se pose maintenant est celle-ci: Qu'y a-t-il de si urgent? Pourquoi les États-Unis sont-ils si pressés d'agir? Ce n'est pas simplement pour développer immédiatement l'industrie en Alaska. C'est qu'il y a eu un tournant décisif au Moyen-Orient et que la hausse rapide des prix a fait disparaître les bas prix du pétrole en Europe et au Japon. Le pétrole n'est plus un produit à bon marché. Les consommateurs canadiens et américains vont payer plus cher désormais pour l'essence. Le monde entier s'en rend compte, les vieux pays riches du Moyen-Orient ont obtenu des majorations de prix sans précédent. Vingt-trois compagnies pétrolières géantes ont accédé à la demande d'augmentation du prix du pétrole brut de six pays du golfe Persique. La même chose s'est produite au Venezuela. Que s'est-il passé? Les 200 millions de consommateurs qui vivent au Sud du Canada refusent de payer n'importe quel prix leur essence et les sous-produits du pétrole à cause des événements économiques et c'est pourquoi ils ont commencé à constituer des stocks. Ils ne peuvent pas attendre la fin de nos attermoissements et doivent donc agir.

J'espérais qu'un des deux ministres qui ont parlé aujourd'hui nous aurait indiqué que des négociations étaient en cours avec les États-Unis. Le ministre ne nous a pas dit qu'à la suite des discussions les États-Unis ont maintenant décidé de ne pas utiliser ce pipe-line. Ils vont se servir du pipe-line et de pétroliers. Même avec le peu de connaissances que j'en ai, j'aimerais qu'on crée un forum comme la Commission Borden qui nous permettrait de savoir comment traiter l'écologie du Nord et informer tout le monde. Je conviens avec le ministre que la solution serait un pipe-line passant par la vallée du Mackenzie. Le pipe-line transportant le pétrole devrait peut-être être installé au-dessus du pergélisol et le pipe-line d'essence, au-dessous. Ni moi ni le ministre ne sommes ici pour régler ces problèmes techniques dont la solution appartient aux experts.

Les États-Unis n'attendront pas. Ils ont stocké les conduits nécessaires en Alaska où se trouvent des milliards de barils qu'ils ont l'intention de transporter par pétroliers vers leurs 48 autres États. C'est ce qu'ils disent actuellement au gouvernement canadien. J'espère que le gouvernement nous annoncera qu'il a conclu un accord avec les États-Unis et que les deux pays sont convenus de partager les frais de construction d'un pipe-line dans la vallée du Mackenzie du fait des dangers qu'encourraient l'écologie et le littoral occidental. Une déclaration de ce genre me rassurerait. En fait, je ne prendrais même pas la peine de parler aujourd'hui si on pouvait m'assurer que le gouvernement avait passé un accord de ce genre avec les États-Unis.

J'ai lu les nouvelles mondiales émanant des États-Unis et regardé les émissions de TV américaines. Elles pénètrent encore dans l'Est du Canada, même si elles sont brouillées dans l'Ouest, puisque nous avons un mode de vie autre que celui de l'Est. On a de plus en plus le sentiment que les États-Unis s'agitent. Ils vont fournir de l'essence à un prix accessible à leurs consommateurs américains. C'est là toute l'affaire. On ne se livre pas à un jeu. Un problème économique se pose. Il faut faire une étude, car nous sommes déjà en retard de deux ans. La pollution que pourraient causer les pétroliers près de la côte Ouest du Canada, au moment même où on annonce la hausse des prix de l'essence, est un problème primordial pour le Canada. Nous ne pouvons séparer du chômage ou de la croissance économique du pays la pollution causée par le pétrole.

Un pipe-line pourrait transporter le pétrole brut de l'Alaska et de l'Arctique canadien, ainsi que le gaz de l'île Roi-Christian, dont le ministre a parlé. Le gouvernement mentionne 100,000 emplois pour les Canadiens. Au moment où sévit un grave chômage, si nous avions un projet de pipe-line il serait possible de négocier un programme avec les États-Unis. De nombreux Canadiens seraient ainsi mis au travail. Nous pourrions nous entendre avec les États-Unis pour utiliser l'acier, les canalisations et les travailleurs du Canada. C'est ce qu'on a fait dans le cas du pipe-line transcanadien. En l'absence de débat, la chose ne se serait pas produite. Les conduites ont été fabriquées au Canada.

Quel sera le résultat de l'entreprise sur les grandes régions industrielles de l'Ontario et du Québec, ainsi que de l'Ouest? Le gouvernement pourrait, de concert avec les États-Unis, élaborer un plan visant à protéger l'environnement et l'économie de notre pays. La seule promesse du gouvernement a été d'entretenir le chômage et de payer \$100 par semaine aux chômeurs. Une politique semblable maintient les impôts à un niveau si élevé qu'il est impossible même d'éveiller l'intérêt des Canadiens pour l'achat de la Home Oil. C'est regrettable. Les deux questions se tiennent. Devant l'augmentation du coût du pétrole brut et du gaz naturel dans le monde, les États-Unis ont l'intention de s'en approvisionner si tant est que ce soit possible. C'est ce qui arrive. Il y a deux routes, dont celle de Valdez et de là, par pétrolier. Il se construit actuellement des pétroliers de 500,000 tonnes. Un seul déversement serait de trop. Les ministres sont-ils assez forts pour dire aux États-Unis qu'ils ne peuvent permettre à leurs pétroliers de longer nos côtes jusqu'aux ports des États-Unis? Je voudrais entendre une déclaration du genre. Je voudrais voir comment nous pourrions empêcher cette entreprise si les États-Unis décidaient d'aller de l'avant. Ce serait très intéressant à observer.

Dans les pays dont le produit national brut est élevé, les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, on se rend compte qu'il faut payer davantage pour le pétrole brut. Un correspondant de Londres écrit:

L'époque du pétrole bon marché est révolue dans l'Ouest et l'on ne saurait s'attendre à ce qu'elle revienne dans un avenir prévisible.

Le gouvernement a-t-il prévenu les consommateurs canadiens des grandes villes comme Montréal et Toronto